

209769-2026 - Kompetizzjoni

Franza – Servizi ta' trasport b'għan speċjali tal-passiġġieri bit-triq – Délégation de service public pour l'exploitation du service public d'autopartage régional d'Ile-de-France Mobilités

OJ S 60/2026 26/03/2026

Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard

Servizzi

1. Xerrej

1.1. Xerrej

Isem uffiċjali: Ile de France Mobilités

Email: dsp@iledefrance-mobilites.fr

Tip legali tax-xerrej: Awtorità reġjonali

Attività tal-awtorità kontraenti: Servizi publiċi ġenerali

2. Proċedura

2.1. Proċedura

Titlu: Délégation de service public pour l'exploitation du service public d'autopartage régional d'Ile-de-France Mobilités

Deskrizzjoni: Contrat de délégation de service public pour la conception, le déploiement et l'exploitation du service public d'autopartage régional d'Ile-de-France Mobilités

Identifikatur tal-proċedura: 9a731037-cc3f-488e-813c-0f9c44815333

Identifikatur intern: AUTOPARTAGE-2026

Tip ta' proċedura: Ristretta

2.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 60130000 Servizi ta' trasport b'għan speċjali tal-passiġġieri bit-triq

Klassifikazzjoni addizzjonali (cpv): 50111100 Servizi ta' l-amministrazzjoni tal-flotta tal-vetturi, 50111000 Amministrazzjoni tal-flotta tal-vetturi, servizzi ta' tiswija u manutenzjoni, 72212000

Servizzi ta' programmizzar u ta' l-applikazzjoni tas-software, 72267000 Servizi ta' tiswija u manutenzjoni ta' softwer

2.1.2. Post tal-prestazzjoni

Belt: Ile-de-France

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Paris (FR101)

Pajjiż: Franza

2.1.3. Valur

Valur stmat mingħajr VAT: 600 000 000,00 EUR

2.1.4. Informazzjoni ġenerali

Bażi legali:

Direttiva 2014/23/UE

2.1.6. Raġunijiet għall-eskluzjoni

Sors tal-motivi għall-eżklussjoni: Avviż

Raġunijiet relatati ma' insolvenza, kunflitti ta' interess jew imġiba professjonali ħażina:

Ftehimiet ma' operaturi ekonomiċi oħrajn li għandhom l-għan li jikkawżaw distorsjoni tal-kompetizzjoni:

Terminazzjoni bikrija, danni jew sanzjonijiet komparabbli oħra:

Raġunijiet relatati mas-sitwazzjoni tal-operatur ekonomiku:

5. Lott

5.1. Lott: LOT-0001

Titlu: Délégation de service public pour l'exploitation du service public d'autopartage régional d'Ile-de-France Mobilités

Deskrizzjoni: Contrat de délégation de service public pour la conception, le déploiement et l'exploitation du service public d'autopartage régional d'Île-de-France Mobilités

Identifikatur intern: AUTOPARTAGE-2026

5.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 60130000 Servizi ta' trasport b'għan speċjali tal-passiġġieri bit-triq

Klassifikazzjoni addizzjonali (cpv): 50111100 Servizi ta' l-amministrazzjoni tal-flotta tal-vetturi

5.1.2. Post tal-prestazzjoni

Belt: Ile-de-France

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Paris (FR101)

Pajjiż: Franza

5.1.3. Tul ta' żmien stmat

Tul ta' żmien: 96 Xhur

5.1.5. Valur

Valur stmat mingħajr VAT: 600 000 000,00 EUR

5.1.6. Informazzjoni ġenerali

Parteċipazzjoni riżervata:

Il-parteċipazzjoni mhijiex riżervata.

Proġett ta' akkwist mhux iffinanzjat mill-Fondi tal-UE

Informazzjoni addizzjonali: La convention est une délégation de service public soumise aux dispositions de l'article L. 1411-1 du Code général des collectivités territoriales et des articles L. 1121-1 et suivants du Code de la commande publique. Le contrat précisera les missions et obligations des parties. Le concessionnaire disposera d'une pleine autonomie pour organiser l'exploitation, gérer les ressources humaines de l'entreprise et mettre en oeuvre les moyens nécessaires à la satisfaction des services demandés. En particulier, le concessionnaire, assumera les missions suivantes : la gestion courante du service, sa promotion et son exploitation commerciale ; la mise en place d'une organisation adaptée à la consistance du service (société dédiée, fonctions supports, exploitation, maintenance, direction, etc.) ; La préparation de la mise en service (pré-exploitation), comprenant notamment la mise en place de tous les moyens humains et matériels nécessaires à l'exploitation du service ; la fourniture des véhicules et des infrastructures de recharge (IRVE), avec une gamme élargie, selon un plan d'investissements déterminés par Île-de-France Mobilités ; l'entretien et la maintenance des véhicules et infrastructures de recharge (IRVE), ainsi que la fourniture des pièces détachées et services relatifs ; la gestion de la fin de vie des véhicules ; l'assurance des véhicules et des infrastructures de recharge (IRVE) ; la gestion des aléas et des sinistres ; la fourniture de tous les systèmes informatiques nécessaires (embarqués et non embarqués) à

l'exploitation du service ; la gestion de l'intégralité du parcours client, dont la relation client et l'assistance ; la gestion des interfaces avec les différents acteurs (clients, collectivités, Île-de-France Mobilités, fournisseurs, autres opérateurs d'autopartage, ...) ; l'apport de conseils et d'expertise pour améliorer le service au cours du contrat ; les prestations marketing et de communication, d'animation et d'information relatives au service ; le cas échéant, l'aménagement et l'entretien des espaces de stationnement des véhicules ; le cas échéant, la prospection auprès des acteurs compétents en vue de la création et l'aménagement de nouveaux espaces de stationnement ; le cas échéant, la remise en état initial des espaces aménagés en fin de contrat. Le concessionnaire a la possibilité de recourir à la sous-concession et à la sous-traitance dans les conditions définies par le contrat. La concession est attribuée sur la base des critères énoncés dans le règlement de la consultation. La durée de la concession est de 96 mois. La durée indiquée est une durée maximale, composée d'une durée ferme de six ans et de deux options de prolongation d'un an chacune. Conditions d'exécution de la concession : Dans l'hypothèse où un groupement serait attributaire au terme de la procédure, celui-ci devra prendre la forme d'un groupement solidaire. Pour faciliter le contrôle des engagements souscrits et permettre à Île-de-France Mobilités d'avoir comme interlocuteur unique une seule entité juridique, le concessionnaire s'engage à créer ou affecter une société dédiée dont l'objet social sera exclusivement réservé à l'exécution du contrat et qui sera mise en place dès la prise d'effet du contrat. Le concessionnaire sera tenu de fournir une garantie à première demande et une garantie maison mère devra être, le cas échéant, obtenue. Précisions sur la rubrique 5LOT Les candidats pourront répondre soit sous la forme d'un contractant unique, soit sous la forme d'un groupement solidaire ou conjoint. Toutefois, une même entreprise ne pourra présenter une candidature à la fois en qualité de candidat individuel et en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements, ni soumettre plusieurs candidatures. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces exigées dans les rubriques ci-dessous devra être fourni par chaque entreprise du groupement, à l'exception de la lettre de candidature. En outre, devront être clairement précisés l'identité, le rôle et, eu égard aux compétences, la complémentarité de chacun des membres du groupement dans le cadre du projet. Le mandataire du groupement fournira l'autorisation qui lui aura été donnée par ses cotraitants d'engager le groupement candidat pour la présentation de la candidature et de l'offre. Par ailleurs, le Candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités et les aptitudes d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent. Dans ce cas, il justifie des capacités et aptitudes de ces opérateurs économiques et apporte la preuve, par tout moyen approprié, qu'il en disposera pendant toute l'exécution du contrat de service public. Il est rappelé que la langue utilisée dans le cadre de la procédure est le français. Les certificats et documents délivrés dans une langue étrangère doivent faire l'objet d'une traduction en langue française. Conformément aux dispositions de l'article L. 1411-1 du CGCT, les dossiers de candidatures seront examinés au regard des critères suivants : Aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public ; Garanties professionnelles ; Garanties financières ; Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ; Capacité juridique. La procédure est une procédure restreinte : seules seront admises à présenter une offre les candidatures dont les justifications produites à l'appui de leur dossier de candidature auront été jugées suffisantes à l'issue de cet examen. Les candidats admis à présenter une offre recevront un dossier définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations à assurer et les conditions de remise des offres, ainsi que les critères de sélection des offres. Le contrat pourra ensuite être librement négocié avec les candidats conformément à l'article L.3124-1 du code de la commande publique. Les dossiers de candidature seront présentés, avant la date limite soit le 30 avril 2026 à 12: 00 heure locale. Informations relatives à l'avis, par transmission électronique uniquement, en se connectant au profil d'acheteur Île-de-France

Mobilités à l'adresse indiquée au point 5.1.11 Documents du marché du présent avis. Les candidats peuvent déposer une copie de sauvegarde par remise directe contre récépissé à l'adresse figurant au point 8.1. ORG0001 Remise possible les jours ouvrés du lundi au vendredi. L'accueil de Île-de-France Mobilités sera en mesure de délivrer un récépissé de 9:00 à 18:00. Conditions liées à la concession : Au stade des offres, les candidats seront invités à s'assurer du respect des exigences du Règlement (UE) 2022/2560 relatif aux subventions étrangères. Si les conditions fixées à l'article 28 du règlement relatif aux subventions étrangères, condition relative au montant de la concession et condition relative au montant de la subvention, sont remplies, les candidats devront communiquer avec leur offre, le dossier de notification conformément à l'Annexe II du Règlement d'exécution (UE) 2023/1441 de la Commission du 10 juillet 2023 relatif aux modalités détaillées des procédures mises en oeuvre par la Commission en vertu du règlement (UE) 2022/2560.

5.1.9. Kriterji tal-għażla

Sors tal-kriterji ta' għażla: Avviż

Kriterju: Referenzi fuq servizzi speċifiċi

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public : 1) Description des principaux services, notamment dans le domaine de l'autopartage et dans la gestion de véhicules électriques, notamment les problématiques liées à leur recharge, effectués au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Il apportera ainsi des références en la matière, avec les principales caractéristiques des installations, notamment la taille, technologie utilisée, durée et type de contrat, volume financier, moyens et autres ratios utiles, ou toute autre référence dans un domaine comparable susceptibles de démontrer son aptitude à exécuter le contrat.

Kriterju: Miżuri biex jiżguraw il-kwalità

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Garanties professionnelles : 1) Description des capacités humaines : le candidat indiquera notamment l'organisation qu'il compte mettre en place pour l'exploitation technique et commerciale du service, l'application et le suivi du contrat (y compris son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers). Il fournira une déclaration relative aux effectifs du candidat et à l'importance du personnel d'encadrement pour chacun des 3 dernier exercices sur des activités similaires à l'objet du contrat (ou des déclarations équivalentes pour chaque membre du groupement). 2) Description des moyens matériels : le candidat (ou chaque membre du groupement) spécifiera l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont il dispose pour la réalisation de prestations dans le domaine objet de la concession, dans un domaine comparable et/ou tout autre domaine susceptible de démontrer sa capacité à assurer la continuité du service.

Kriterju: Rekwiżiti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Garanties financières : 1) Une déclaration sur l'honneur concernant d'une part, le chiffre d'affaires global et d'autre part, si possible, le chiffre d'affaires concernant les prestations similaires à l'objet du contrat réalisées au cours des 3 dernières années. 2) Les bilans, comptes de résultats et annexes ou documents équivalents, des 3 derniers exercices (ou des seuls exercices clos si la date de création de l'entreprise est inférieure à 3 ans). 3) Une note commentant l'évolution des bilans et comptes de résultats. 4) Tous documents de présentation générale du candidat (actionnariat, moyens et personnels). En cas de groupement, les documents devront produits pour chaque membre du groupement. Il est précisé que chaque membre du groupement sera solidairement responsable de

l'exécution du contrat. 5) Les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées produiront tout document attestant de l'engagement solidaire de ses actionnaires à se porter garants de l'ensemble des obligations souscrites par ladite société au titre du contrat de concession. Les sociétés en cours de constitution peuvent s'appuyer sur les moyens et références de leurs actionnaires. À ce titre, le candidat fournira notamment une lettre d'engagement, signée par chacun des actionnaires, précisant les modalités de leur soutien financier, ainsi que, le cas échéant, tout document permettant d'apprécier la capacité des actionnaires (bilans et comptes de résultats des trois derniers exercices comptables, les statuts et les organigrammes des entités concernées).

Kriterju: Rekwiziti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés : 1) Justificatif du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 52121 à L.52124 du Code du travail.

Kriterju: Rekwiziti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Capacité juridique : 1) Lettre de candidature (ou formulaire DC1) présentée par le candidat ou chaque membre du groupement candidat (nom, dénomination, adresse du siège social, montant et composition du capital, identité du représentant habilité), datée et signée par une personne dûment habilitée pour engager le candidat individuel ou le groupement candidat. En cas de groupement candidat, la lettre de candidature indiquera sa composition, sa forme ainsi que le nom de l'opérateur mandataire, et sera accompagnée de l'habilitation, donnée par chaque membre du groupement au mandataire pour engager le groupement candidat. Le candidat ou groupement candidat doit mentionner dans la lettre de candidature une adresse électronique et/ou un numéro de télécopie de contact. Cette adresse électronique et/ou le numéro de télécopie pourra être utilisé par Île de France Mobilités pour adresser aux candidats, toute demande de complément ou de précision, pour répondre aux questions des candidats, pour porter à la connaissance d'éventuelles modifications. 2) Déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat (ou chaque membre du groupement le cas échéant) indique qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue par l'article L. 3123-1 du code de la commande publique et que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes tels qu'exigés ci-dessous, sont exacts. 3) Certificats et déclarations fiscales et sociales, délivrés par les administrations et organismes compétents justifiant que le candidat ou que chaque membre du groupement candidat a satisfait à ses obligations sociales et fiscales (ou déclaration sur l'honneur dûment datée et signée lorsqu'il n'est pas délivré de certificat ou déclaration). Le candidat établi dans un État membre de l'union européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine (ou déclaration sur l'honneur dûment datée et signée lorsqu'il n'est pas délivré de certificat ou déclaration) avec une traduction certifiée. 4) Si le candidat est en procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet (ou équivalent). 5) Justificatif datant de moins de 3 mois de l'inscription au RCS ou équivalent. Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ou document équivalent. 6) Pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat. 7) Déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat (ou chaque membre du groupement le cas échéant) indique qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue par l'article L.3123-4 et L. 3123-5 du Code de la commande publique.

5.1.11. Dokumenti tal-akkwist

Aċċess għal ċerti dokumenti tal-akkwist hu ristrett.

Lingwi li bihom id-dokumenti tal-akkwist huma disponibbli uffiċjalment: Franciż

Lingwi li bihom id-dokumenti tal-akkwist (jew partijiet minnhom) huma disponibbli mhux uffiċjalment: Franciż

Informazzjoni dwar id-dokumenti ristretti hija disponibbli fuq: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_UQudkljGjw

5.1.12. Termini tal-akkwist

Termini tas-sottomissjoni:

Sottomissjoni elettronika: Meħtieġa

Indirizz għas-sottomissjoni: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2025_utDvIT4J6G

Lingwi li bihom jistgħu jiġu sottomessi offerti jew talbiet għall-partecipazzjoni: Franciż

Huma meħtieġa firma jew sigill elettroniku avanzat jew kwalifikat (kif definit fir-Regolament (UE) Nru 910/2014)

Skadenza biex jintlaqgħu t-talbiet għall-partecipazzjoni: 30/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hin tal-Ewropa tal-Lvant, Hin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Termini tal-kuntratt:

L-eżekuzzjoni tal-kuntratt għandha titwettaq fil-qafas ta' programmi ta' impjegi protetti: Għadu mhux magħruf

Se jintuża l-pagament elettroniku: iva

5.1.16. Aktar informazzjoni, medjazzjoni u rieżami

Organizzazzjoni tal-medjazzjoni: Ile de France Mobilités

Organizzazzjoni tar-rieżami: Tribunal administratif de Paris

Informazzjoni dwar l-iskadenzi tar-rieżami: La procédure peut être contestée par la voie d'un référé précontractuel en vertu de l'article L. 551-1 du Code de justice administrative pendant le délai courant de la publication du présent avis jusqu'à la date de signature du contrat. Le contrat signé peut être contesté par la voie d'un référé contractuel en vertu de l'article L. 551-13 du Code de justice administrative. Ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du référé précontractuel dès lors que l'autorité délégante aura respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 du Code de justice administrative et se sera conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours. Le contrat signé peut être contesté par la voie d'un recours en contestation de sa validité qui pourra être déposé pendant les deux mois qui suivront la publication par l'autorité délégante de l'avis d'attribution de la délégation.

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist: Ile de France Mobilités

Organizzazzjoni li tipprovdi aċċess offline għad-dokumenti tal-akkwist: Ile de France Mobilités

Organizzazzjoni li tipprovdi iktar informazzjoni dwar proċeduri tar-rieżami: Tribunal administratif de Paris

Organizzazzjoni li tirċievi t-talbiet għall-partecipazzjoni: Ile de France Mobilités

Organizzazzjoni li tipproċessa l-offerti: Ile de France Mobilités

8. Organizzazzjonijiet

8.1. ORG-0002

Isem uffiċjali: Tribunal administratif de Paris

Numru tar-registrazzjoni: 17750005500013

Dipartiment: PARIS

Indirizz postali: 7 rue de Jouy
Belt: PARIS
Kodiċi postali: 75004
Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Paris (FR101)
Pajjiż: Franza
Email: greffe.ta-paris@juradm.fr
Telefown: 0144594400
Fax: 0144594646
Indirizz tal-internet: <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

Organizzazzjoni tar-rieżami

Organizzazzjoni li tipprovdi iktar informazzjoni dwar proċeduri tar-rieżami

8.1. ORG-0001

Isem uffiċjali: Ile de France Mobilités
Numru tar-registrazzjoni: 28750007800020
Dipartiment: PARIS
Indirizz postali: 39bis-41 rue de Châteaudun
Belt: Paris
Kodiċi postali: 75009
Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Paris (FR101)
Pajjiż: Franza
Punt ta' kuntatt: M. Laurent PROBST, directeur général d'Île-de-France Mobilités Mme Aurore Drucbert Cheffe du département mise en concurrence (MEC), M. Jean Lemaire, juriste département MEC
Email: dsp@iledefrance-mobilites.fr
Telefown: 0147532800
Endpoint tal-iskambju ta' informazzjoni (URL): https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_UQudkljGjw
Profil tax-xerrej: <https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

Xerrej

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist

Organizzazzjoni li tipprovdi aċċess offline għad-dokumenti tal-akkwist

Organizzazzjoni li tirċievi t-talbiet għall-partekipazzjoni

Organizzazzjoni li tipproċessa l-offerti

Organizzazzjoni tal-medjazzjoni

Informazzjoni dwar l-avviż

Identifikatur/verżjoni tal-avviż: 93e67b56-1bf6-40d9-866f-bddddd4c32d0f - 01

Tip ta' formola: Kompetizzjoni

Tip ta' avviż: Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard

Sottotip tal-avviż: 19

Data ta' meta ntbagħat l-avviż: 24/03/2026 17:50:08 (UTC+02:00) H'in tal-Ewropa tal-Lvant, H'in tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Lingwi li bihom dan l-avviż huwa disponibbli uffiċjalment: Franciż

Numru tal-pubblikazzjoni tal-avviż: 209769-2026

Numru tal-ħarġa tal-ĠU S: 60/2026

Data tal-pubblikazzjoni: 26/03/2026